

certaines endroits, ne répondent pas aux besoins de la population, se trouvant ainsi dans un état défavorable mais qui, dans un autre endroit, pourront trouver les marchés nécessaires à leur pleine productivité.

Pour ce faire, monsieur le président, il faut de toute nécessité la collaboration totale des hommes de l'entreprise privée, d'une part, que leur entreprise soit dans le domaine financier, dans le domaine de l'industrie, dans le domaine commercial, dans le domaine universitaire, ou encore dans le domaine du travail et des forces du gouvernement, d'autre part, qui continueront, comme nous l'avons toujours fait, à accepter les conseils de ceux qui désirent le bien-être de cette nation canadienne.

Monsieur le président, il me semble que ce que je viens de dire prouve suffisamment qu'il est essentiel de modeler nos actions de l'avenir sur celles du passé.

Depuis cinq années, nous avons essayé, grâce à notre Conseil national de la productivité, grâce aux contacts constants que nous avons eus avec les hommes de toutes les sphères de l'activité canadienne, de trouver les formules qui nous ont permis d'arriver à ce magnifique succès que je signalais tout à l'heure et qui est concrétisé dans cet article qui paraissait dans *The Gazette* du 12 janvier et qui signalait que le Canada a connu sa meilleure année économique en 1962, depuis l'année 1956.

Il faut voir également à ce que nos Canadiens gagnent et continuent à gagner plus d'argent grâce à la productivité accrue, laquelle productivité résultera nécessairement de la vente additionnelle de nos produits à l'étranger et justifiera, non seulement cette année mais dans les années à venir, tous les hommes de valeur, comme le président des États-Unis et les autres, de dire que grâce à l'action du gouvernement, la stabilité des prix au Canada était et est encore la meilleure au monde.

Monsieur le président, il ne faut pas non plus, en aucun temps, déformer la vérité afin de satisfaire certaines ambitions politiques. Nos amis d'en face, depuis bientôt cinq ans, ne cessent, sur le parquet de la Chambre et ailleurs, de crier à la misère, à la ruine, à la famine et au désespoir. Ils alarment la population canadienne de façon constante en disant que tout va mal et qu'il est nécessaire de revenir aux jours d'antan, jours assez tristes, pourtant, puisqu'ils ont malheureusement conduit notre nation à cette recession économique qui menaçait de devenir désastreuse dans les années 1956 et 1957.

Cette politique d'essayer d'escamoter des votes en criant à la détresse et à la famine est une politique trompeuse, c'est une politique de

[L'hon. M. Sévigny.]

déception du peuple canadien, une politique dont le seul but est d'arriver à une victoire politique. Mais il est certain que cette victoire, si jamais elle est obtenue, ne pourra conduire qu'à des résultats négatifs, parce que cette victoire n'aura pas été remportée par des moyens honorables.

Ce qui est nécessaire, c'est que l'opposition joue son rôle d'opposition et essaie d'éclairer le gouvernement et le peuple plutôt que d'essayer d'obtenir des votes par n'importe quel moyen.

Dire, comme nous l'entendions tout à l'heure, que depuis 1957, soit depuis l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, que les choses vont mal ici, dans ce pays, c'est tout simplement fausser la vérité, c'est délibérément tromper le peuple.

En outre, oser dire en cette Chambre que les exportations canadiennes ont baissé au lieu de monter, c'est, encore une fois, ne pas présenter les faits tels qu'ils existent. Dire que rien n'a été fait par le gouvernement conservateur, c'est encore une fois essayer de fausser l'opinion du peuple.

Les hommes de l'opposition devraient présenter les faits tels qu'ils existent et demander au peuple de juger s'ils seraient plus aptes à améliorer la situation canadienne plutôt que de nier ce qui a été fait.

Leur façon d'agir peut être difficilement considérée comme étant une manière honorable de faire de la politique.

Monsieur le président, il me semble qu'il est nécessaire, pour nous qui nous occupons de la chose publique, de nous rallier unanimement à ceux qui s'occupent de former cet Office national de développement économique, car en agissant ainsi, nous accomplirons un travail nécessaire pour le bien-être des citoyens canadiens.

En outre, je crois que ce serait peut-être une excellente chose, pour les hommes qui feront partie de cet Office national de développement économique, d'étudier avec attention ce qui s'est fait en terre étrangère dans ce domaine.

(Traduction)

Je termine en disant que les personnes appelées à faire partie de cet office national d'expansion économique auront intérêt à étudier les mesures prises par les autres pays qui ont adopté des formules semblables et qui ont obtenu des résultats grâce à cette méthode. Dernièrement, je lisais des extraits d'un livre intéressant écrit par le ministre des Affaires économiques du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest, M. Ludwig Erhart, dans lequel l'auteur explique la planification qui a été élaborée et plus tard réalisée en Allemagne de l'Ouest immédiatement après les jours catastrophiques de la seconde guerre mondiale. M. Erhart explique en détail la façon